

Entrevue avec Paul Heinbecker

Le principal responsable des questions de politique mondiale et de sécurité au MAECI rencontre

Bien que le terme « sécurité humaine » soit relativement nouveau, les idées qui sous-tendent ce concept ne datent pas d'hier.

Depuis plus d'un siècle — au moins depuis l'établissement du Comité international de la Croix-Rouge dans les années 1860 — l'élan a été donné en faveur d'une doctrine fondée sur la sécurité des personnes. Les principaux éléments de cette doctrine ont été formalisés dans les années 1940 dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les Conventions de Genève.

Pourtant, malgré ces instruments juridiques, des violations des droits de la personne se produisent chaque jour dans le monde. Que peut-on faire pour changer cette situation déplorable? C'est la question que *Canada — Regard sur le monde* a posée à Paul Heinbecker, sous-ministre adjoint (Politique mondiale et Sécurité), au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

Canada — Regard sur le monde

M. Heinbecker, pouvez-vous d'abord nous expliquer comment est apparu le concept de la sécurité humaine et comment il est devenu un thème central de la politique étrangère du Canada?

M. Heinbecker

Nous devons d'abord nous pencher sur le concept de la souveraineté des États, qui remonte à plusieurs siècles. En 1648, les traités de Westphalie ont mis fin à la guerre de Trente ans et instauré la notion de souveraineté nationale, qui a transformé progressivement le caractère de la société européenne.

La fin de la Seconde Guerre mondiale et la création des Nations Unies en 1945, puis l'adoption, en 1948, de la Déclaration universelle des droits de l'homme par l'ONU, ont amorcé un virage. À mesure que le monde se démocratisait, il se préoccupait davantage de la sécurité des personnes.

Les progrès technologiques spectaculaires des 50 dernières années, surtout depuis l'apparition de la télévision, des satellites et maintenant d'Internet, ont également contribué à transformer radicalement notre perception de l'univers. Chaque jour, des images de conflits impitoyables et sanglants en provenance d'Europe, d'Afrique et d'ailleurs, ont pour effet de nous conscientiser.

Le fait que la nature même de la guerre ait changé constitue un autre facteur clé. Jadis, des armées de métier se faisaient la guerre. Aujourd'hui, les seigneurs de la guerre ciblent délibérément les personnes les plus vulnérables, c'est-à-dire les femmes, les enfants, les pauvres et les faibles.

Cela nous a fait comprendre que bien que le concept de souveraineté nationale soit nécessaire, il n'est pas suffisant comme principe organisateur fondamental dans les affaires internationales. Entre 1990 et 1995, quelque 70 États étaient impliqués

dans 93 guerres civiles et conflits régionaux qui ont fait plus de 5 millions de victimes. Nous nous sommes également rendu compte que la mondialisation avait amené de nouvelles menaces à la sécurité des personnes dont le narcotrafic, le terrorisme, le crime transnational, le trafic d'êtres humains et la prolifération d'armes légères. C'est en réagissant à ces menaces que le concept de sécurité humaine est né. Il est juste de dire que le ministre Axworthy s'est fait le pionnier à la fois de la pratique et de la théorie.

Canada — Regard sur le monde

Est-ce que cela a produit des résultats?

M. Heinbecker

Oui. Prenons l'exemple du Traité sur les mines terrestres [voir l'article à la page 8] qui montre clairement que lorsque des gouvernements, des organisations non gouvernementales et de simples citoyens travaillent ensemble, leurs efforts peuvent déboucher sur des résultats concrets.

Voici un autre exemple. Pour la toute première fois, on a confié à une mission de maintien de la paix de l'ONU (en Sierra Leone) le mandat, dans les limites de ses capacités, non seulement de maintenir la paix, mais aussi de protéger les civils dont la vie est menacée.

Dans de nombreux autres domaines, le Canada travaille en partenariat avec des pays d'optique commune à l'intérieur d'instances comme les Nations Unies, le G-8, l'Organisation des États américains, le Commonwealth et la Francophonie. Leur but est de progresser sur des questions comme la protection des civils dans les conflits armés, la protection et l'aide aux enfants touchés par la guerre, la campagne en vue de réduire l'accumulation et le commerce des armes légères, la protection des travailleurs humanitaires, les négociations pour l'établissement d'une cour criminelle internationale, la promotion et la protection des droits de